

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 60 | 4 mars 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

La dette extérieure de l'Argentine : une négociation avec l'impérialisme

Le gouvernement argentin vient d'annoncer qu'il a finalisé « avec succès » la négociation de la dette privée. Pour le président Kirchner, il s'agit d'une victoire politique importante qui va favoriser le développement national (message au Congrès du 1^{er} mars). Il a fêté cet événement dans une réunion tripartite avec Lula et Chavez à Montevideo où les trois présidents ont proclamé qu'« ils vont unifier des principes communs pour négocier avec le FMI et les autres organismes ».

La presse française (*Libération* et *Le Monde*) parle aussi de succès. C'est un événement considérable pour le système financier international, et pour l'Amérique Latine. Il faut l'analyser avec beaucoup d'attention parce qu'il illustre des éléments clés du développement capitaliste d'aujourd'hui, de la lutte de classes, de la dynamique de l'impérialisme.

La dette externe et la cessation de paiements

La cessation de paiements a été décrétée par l'Argentine en décembre 2001 et fut une de manifestations majeures de la crise. À ce moment-là, la dette était de l'ordre de 145 milliards de dollars, dont 81,8 milliards de dette privée, dette « souveraine » émise en bons. Avant la négociation, la dette externe était montée à 181 milliards, en augmentation de 35 milliards par rapport à 2001.

L'endettement de l'Argentine fut un vecteur essentiel du développement du capitalisme national et mondial dans les années 90 et une manifestation flagrante de son caractère parasitaire comme de l'aggravation de l'exploitation impérialiste. La dette structurait l'ensemble du processus de distribution du profit et les relations entre l'économie nationale et l'économie mondiale.

L'endettement des Etats et de l'ensemble des administrations est devenu un trait dominant d'un capitalisme de rentiers. Pour donner un ordre de grandeur, en France, « en 1980, la dette publique s'élevait à 90 milliards ; elle est cette année de 1066 milliards [d'euros] » (Thierry Breton lors de sa première intervention à l'Assemblée nationale) et, chaque jour, les Etats-unis s'endettent de 1,8 milliard de dollars, plus de 600 milliards par an (1,3 dollar = 1€).

L'énorme endettement de l'Argentine n'est pas une aberration, mais le résultat d'une politique qui s'intègre parfaitement à l'ensemble des mécanismes du marché financier. Une partie de cet endettement se fait dans le cadre de la « privatisation » des retraites. C'est ainsi que 450 000 Italiens et des milliers d'Allemands et de Japonais ont acheté de titres de la dette argentine.

Dans ce cadre, la cessation de paiement de décembre 2001 était inévitable comme l'éclatement de toute bulle spéculative à un moment ou à un autre. Les nouveaux prêts, contractés en 2001, ont servi seulement à financer la sortie de capitaux à l'étranger au taux fixe garanti par la convertibilité de un peso (la monnaie nationale) pour un dollar, taux qui permettait des profits spéculatifs énormes pour les capitaux parce que les taux d'intérêts servis dans le pays multipliaient par 3 le taux d'intérêt de base du marché financier mondial (de 5 à 15 %).

La cessation de paiement et la diminution générale de la valeur des titres comme de l'ensemble des formes du capital sont aussi le premier pas vers la reconstitution d'un nouveau cycle d'accumulation. La crise a signifié la misère matérielle et morale pour les masses laborieuses et aussi une dégradation nationale. Celle-ci se répartit entre les différentes fractions du capital. Pour quelques-uns, la crise signifie la faillite. La fin de la cessation de paiements qui est proclamée aujourd'hui signifie que la bourgeoisie argentine et le système capitaliste mondial essaient de mettre un point final aux effets directs de la crise de 2001. Dans ce sens, le gouvernement argentin a fait ce qu'il avait à faire. Cette politique n'a aucun contenu anti-impérialiste.

Une nouvelle forme de négociation

En moyenne, chaque créancier va recevoir des titres d'une « valeur actuelle » de 0,30 à 0,33 centimes pour chaque dollar prêté. La valeur actuelle, c'est-à-dire le prix du titre sur le marché, dépend de la valeur nominale, des échéances de paiement et des taux d'intérêt du marché. La décote de titres de la dette argentine est de l'ordre du 70 %. La décote était de 40 % dans les autres négociations (Russie, Equateur...) suite aux cessations de paiement. C'est ce chiffre qui est présenté comme une victoire. Néanmoins, l'offre originale du gouvernement argentin en 2003 était une décote de 90 % et l'offre finale est montée jusqu'à 30-33 % parce que les taux d'intérêt du marché sont restés étonnamment bas dans la période de la négociation, poussant ainsi les créanciers à accepter l'offre. Le gouvernement argentin a fait suffisamment de concessions, mais on peut toujours estimer qu'il aurait pu aller plus loin du point de vue de chaque créancier et en vue des négociations futures.

Différents éléments expliquent la facilité avec laquelle le gouvernement argentin a pu arriver à ce résultat. Il faut revenir à la crise de 2001. Elle fut accélérée par le refus du FMI de concéder des nouveaux prêts à l'Argentine et parce que le Département du Trésor des Etats-Unis a refusé aussi de financer un rééchelonnement de la dette à travers un « paquet », méthode utilisée par Clinton dans le cas mexicain. Une nouvelle doctrine a émergé : les frais de l'éclatement des bulles spéculatives devaient être payés aussi par les créanciers privés et non par les gouvernements impérialistes et le FMI.

La dette privée argentine était composée de la façon suivante :

Argentine : 38,4% ; Italie : 15,6% ; Suisse : 10,3% ; Etats-Unis : 9,1 % ; Allemagne : 5,1 % ; Japon : 3,1% ; autres : 18,2%.

Plus de la moitié du pourcentage détenu par les Argentins eux-mêmes était dans les mains des fonds privés de retraite, les AFJP et les frais de la décote de 20 % de la dette tombent directement sur les retraités argentins. Par ailleurs, la négociation a permis à ces fonds privés de retraite d'assurer leur permanence. C'est une autre faveur du gouvernement argentin aux mécanismes du capital financier qui a facilité le cours de l'ensemble de l'opération.

Finalement, il faut se rappeler que le gouvernement paye régulièrement la dette au FMI, à la Banque Mondiale et autres organismes internationaux. Entre 2001 et 2004, il a payé plus de 10 milliards de dollars. Le FMI est un créancier privilégié et c'était une de conditions pour qu'il accepte une espèce de neutralité face à l'offre argentine aux créanciers privés. L'exiguïté de cette offre se justifie aussi parce qu'on paye le 100 % de la dette au FMI. L'Argentine a fait tout le nécessaire pour que la négociation perturbe le moins possible le système financier international et ses institutions.

La négociation « directe » avec le marché en faisant payer une partie importante des coûts aux « petits porteurs » exprime aussi les difficultés des institutions étatiques à contrôler le marché et les effets de la crise. Il ne faut pas penser le système impérialiste comme une armée gouvernée par un Etat major tout puissant. La concurrence et l'anarchie caractérisent le système et le gouvernement des Etats Unis préfère aujourd'hui rester observateur des affrontements entre les uns et les autres, sans prendre parti tant que des intérêts vitaux ne sont pas en cause.

La dette continue...

Le président Kirchner peut proclamer que l'Argentine a résolu la question de la dette avec dignité en sauvegardant l'avenir du pays ; les faits et les chiffres nous disent autre chose.

Le gouvernement calcule que la nouvelle dette totale est de 125 milliards de dollars, 72 % du PIB. Le chiffre réel est probablement, en incluant la dette en litige, de plus de 140 milliards, entre 80 et 85 % du PIB. En 2001, la dette était de 57 % du PBI. Le pays est plus endetté aujourd'hui qu'hier par rapport à sa richesse nationale.

Le gouvernement a pris l'engagement ferme de consacrer 3 % du PIB au paiement de la dette, en assurant une politique budgétaire orthodoxe et un excédent budgétaire de cet ordre. En 2004, l'excédent a été de 4 %. On a restructuré les paiements de la dette ancienne, mais en 2005, le gouvernement devrait payer 13 milliards et 12,5 milliards en 2006, plus de 7 % du PBI. De nouveaux échelonnements sont inévitables pour ne pas dépasser en 2005 les 4 % du PIB. L'Argentine reste solidement ancrée à sa dette externe et les négociations avec le FMI commencent dans les prochains jours. La sortie de la cessation de paiement n'a pas changé les conditions structurelles de domination de l'impérialisme.

Il faut souligner un autre fait. Jusqu'en 2001, toute la dette était libellée en dollars et autres devises. Après la sortie de la cessation de paiement, une partie importante de la dette privée, de l'ordre de 45 %, va être libellée en monnaie nationale et sa valeur nominale va évoluer avec l'inflation. Les spécifications du changement de titres anciens et nouveaux permettent aux créanciers de faire un bénéfice de l'ordre de 20 % en 2005. La négociation a donné lieu déjà à une nouvelle forme de spéculation parce que les fonds d'investissement ont acheté les titres anciens et comptent encaisser ce bénéfice spéculatif avec les nouveaux.

Le gouvernement est décidé à maintenir la cotation du dollar autour de 3 pesos même s'il perd de la valeur face aux autres devises. La combinaison entre ces différentes sources –convertibilité de fait autour de 3 pesos et peut-être moins, inflation et augmentation de la valeur nominale de titres- fera que la valeur en dollars va augmenter peut-être d'une manière explosive et le pays sera obligé de payer cette nouvelle bulle avec ses exportations. La misère sociale et nationale continue à alimenter le mécanisme de la dette et la dette continue à alimenter la misère.

La bourgeoisie argentine ne se trompe pas. L'Union Industrial Argentine, une des centrales du patronat, a défini son appui à la négociation avec des mots très clairs : *« la clé n'est pas dans l'allongement des délais de paiement ou dans la diminution des taux d'intérêts ; elle n'est pas non plus dans l'importance de la décote. La raison fondamentale du succès de la proposition est son sérieux, qui a permis de l'appuyer et de négocier avec fermeté »*. Le sérieux pour une organisation patronale est la volonté d'un gouvernement de favoriser les affaires et le cycle du capital. Voilà le secret de Kirchner.

Kirchner et les autres

L'opposition entre Lula et Chavez a été un des thèmes de Porto Alegre. Les deux chefs d'Etat étaient à côté de Kirchner, mercredi 2 mars, pour fixer une position commune sur la dette. Chavez a souligné que le Venezuela avait payé plus de 25 milliards de dollars dans les cinq dernières années et que sa dette externe était de 24 milliards.

Les oppositions politiques existent, mais ce n'est pas inintéressant d'observer qu'en ce qui concerne la dette externe - un des éléments clé qui définit la forme de relation avec le système capitaliste mondial - les trois pays ont adopté des modalités de paiement qui ne perturbent pas la stabilité du marché. Chavez procède de la même manière avec le pétrole. À Montevideo, un accord a émergé entre PDVSA, Petrobras et Enarsa pour travailler ensemble dans l'exploitation du pétrole. C'est un secteur dans lequel les trois entreprises nationales ont mis en place des partenariats avec les compagnies privées internationales - l'espagnole Repsol, Total, des compagnies américaines - mais Enarsa est pour l'instant plus un projet sur le papier qu'une réalité. Kirchner essaie de donner des leçons en matière de dette externe et demande la collaboration des autres pour le pétrole. L'exploitation commune de la Bolivie et de son gaz fait partie de l'affaire.

Dans la pratique et les formulations politiques de Kirchner, on trouve une recherche d'accord avec l'impérialisme, accompagnée parfois d'affrontements avec telle ou telle expression du capital. Ce sont les limites propres au nationalisme ; chez Chavez, ces affrontements concernent directement la forme de domination politique du pays et les débordements sont possibles.

L'alliance entre Brasilia, Buenos Aires et Caracas peut donner le sentiment d'un pouvoir autonome plus fort et provoquer des accrochages plus fréquents avec Washington. Sur le fond, elle est destinée à essayer d'assurer une forme de domination impérialiste et capitaliste et non pas à avancer dans la lutte de libération nationale et sociale de l'Amérique Latine.

Marcelo N.